

L'autosatisfaction britannique et la haine des étrangers nous détruisent

Par Frank , 22 avril 2026

L'autosatisfaction britannique et la haine des étrangers nous détruisent

L'attitude du Royaume-Uni vis-à-vis de la guerre avec l'Iran a été une honte nationale et a montré que la Grande-Bretagne possède une armée impuissante et une diplomatie inexistante. Ce phénomène est symptomatique de l'ignorance croissante de notre élite britannique, avec des ministres qui vont et viennent si souvent qu'ils ne peuvent rien faire d'utile, tandis que nos universités font faillite et que nous peinons à former de nouveaux talents capables de comprendre un monde complexe.



Et il existe une mentalité élitiste et colonialiste sous-jacente selon laquelle les gens qui dirigent la Grande-Bretagne ont une aversion fondamentale pour les étrangers, tout en parlant de diversité, d'égalité et d'inclusion. Dans ce contexte, on nous annonce, et malgré le fait que la Grande-Bretagne gaspille chaque année des milliards dans une machine militaire inutile, que le ministère de la Défense prépare un nouveau plan pour nous préparer à la guerre.

Le Royaume-Uni a urgemment besoin d'une nouvelle approche ; cette approche exige d'abandonner toute prétention à être une puissance étrangère mondiale et de se concentrer plutôt sur les problèmes nationaux qui importent aux gens ordinaires.



Le Royaume-Uni : Une farce auto-trompeuse sur la scène mondiale

S'il y a jamais eu une semaine qui a dépouillé le Royaume-Uni de ses dernières prétentions à la pertinence mondiale, ce fut cette semaine. Selon l'analyse cinglante d'Ian Proud, la Grande-Bretagne a été révélée comme un pays sans diplomatie fonctionnelle, une armée qui ne peut même pas défendre ses propres côtes, et une classe politique tellement perdue dans la propagande qu'elle confond le fracas avec l'influence.

Commençons par l'Iran.

L'attitude britannique face à la crise au Moyen-Orient est un cas d'école de posture illusoire. Les ministres parlent en grand de ne pas vouloir « la guerre de l'Amérique », mais ce n'est pas un principe – c'est de l'impuissance déguisée en sagesse. Le Royaume-Uni n'a aucune influence sur Donald Trump ou qui que ce soit d'autre. Au lieu d'adopter une position de principe demandant aux États-Unis et à Israël de réduire leurs actions, les responsables britanniques font quelque chose de bien pire : ils blâment l'Iran d'être attaqué. Sur le plan diplomatique, c'est l'équivalent d'un policier disant à une victime de viol qu'elle l'a cherché.



Ensuite, il y a la farce militaire.

Le HMS Dragon, un destroyer tellement accablé de revers qu'il finit à l'hôpital – soit parce que les toilettes ne fonctionnaient pas, soit parce qu'un missile du Hezbollah l'a touché (aucune des deux options n'inspire confiance). La Grande-Bretagne parle

d'apporter la stabilité dans la région alors qu'elle ne peut même pas déployer un seul navire de guerre. La Royal Navy, autrefois fierté du monde, poursuit désormais des pétroliers fantômes russes dans la Manche avec un bateau de pêche de 12 mètres piloté par un journaliste du Telegraph. Si c'était un sketch des Monty Python, on rirait. Mais c'est réel.

Et qu'en est-il de la diplomatie ?

Yvette Cooper tient des réunions Zoom inutiles où elle exige que l'Iran ouvre le détroit d'Ormuz – depuis une position d'absence absolue de pouvoir pour y parvenir. Elle n'est que la dernière d'une porte tournante de ministres des Affaires étrangères sans aucune vision. Depuis douze ans, ils ont à peine eu le temps de chauffer leur siège, sans parler de développer leurs propres idées. La politique étrangère est donc déterminée par la « classe d'experts de Whitehall » – un terme devenu un oxymore. Ces experts n'ont pas compris l'Iran depuis la chute du shah. Ils n'ont pas voulu comprendre l'Iran, car comprendre mènerait à parler, et parler mènerait à la diplomatie. Et la diplomatie, pour l'élite britannique, est un signe de faiblesse.

À la place, le mantra est : plus de pression, plus de sanctions, plus d'exigences. L'Iran ne cède jamais. Il ferme simplement une route maritime et resserre son emprise sur l'économie mondiale. Pourtant, la chambre d'écho de Whitehall est si épaisse que les ministres croient encore qu'un jour l'Iran fera ce qu'on lui dit. Les médias traditionnels jouent le jeu de cette fiction, assurant au public que le succès est proche.

Le résultat ?

La Grande-Bretagne parle fort sur la scène mondiale et tout le monde l'ignore. L'analogie de Proud est dure mais exacte : la Grande-Bretagne est le gros enfant stupide dans la cour de récréation qui essaie d'intimider pour donner l'impression que c'est lui le chef, tandis que les enfants plus intelligents et plus beaux s'en vont simplement.

Pourquoi la Grande-Bretagne est-elle si stupide ? Parce qu'elle a cessé de former des diplomates à la diplomatie. Elle a cessé d'enseigner aux jeunes les langues étrangères, les cultures étrangères, les histoires étrangères. Comprendre d'autres pays signifierait parler avec des étrangers – et l'élite britannique, malgré tout son

discours sur la diversité et l'inclusion, méprise en réalité les étrangers. Les étrangers sont des gens que nous dominions et commandions pendant l'empire. Ils ont une couleur de peau différente, parlent des langues incompréhensibles, suivent des religions étranges. Nous avons occupé leurs terres, mais nous ne voulons pas qu'ils viennent dans notre « pays vert et agréable ».

Le Brexit a rendu cela officiel.

Le gouvernement a effectivement accroché une pancarte au-dessus des universités britanniques disant : « Dégagez, étrangers. » Cela a détruit une source de revenus de 42 milliards de livres par an, plongé les meilleures universités dans une crise financière et fait en sorte qu'une nouvelle génération de Britanniques ne puisse plus se permettre les langues étrangères ni les modes de pensée étrangers. Le cercle vicieux est bouclé : la classe d'experts de Whitehall est renouvelée chaque année par des diplômés sans idée qui savent que faire carrière signifie s'aligner sur une fenêtre d'Overton qui ne cesse de rétrécir.



La Grande-Bretagne est devenue une plaisanterie. La vérité cruelle, c'est que nous ne réalisons pas à quel point nous paraissions stupides. Nous nous croyons brillants. Aux Jeux olympiques de la politique étrangère, nos ministres se prennent pour Usain Bolt, tout en faisant paraître Eddie the Eagle comme un médaillé d'or.

Mais le plus honteux de cette semaine n'était pas seulement l'insignifiance. C'était la propagande. Le Premier ministre Keir Starmer se pavane au Moyen-Orient en empereur conquérant, avec des vidéos très produites destinées à suggérer qu'il est un géant mondial. Il ne l'est pas. S'il avait visité des hôpitaux, des écoles et des routes à Rochdale ou à Glasgow, on y verrait moins d'inconvénient. Au lieu de cela, toute la machine gouvernementale est orientée vers la création d'une croyance selon laquelle la Grande-Bretagne est un faiseur de rois. Elle ne l'est pas.

Les décisions des gouvernements conservateurs comme travaillistes ont plongé la Grande-Bretagne dans l'obscurité. Nous sommes enveloppés dans une couverture réconfortante de Stratcom, tricotée d'hubris et d'auto-tromperie. Nous produisons à

un rythme toujours plus rapide des vidéos publicitaires insignifiantes pour convaincre un public de plus en plus sceptique que nous comptons – alors que chaque année nous ajoutons moins. Cette obsession du spin, qui remonte à l'époque d'Alastair Campbell au 10 Downing Street, nous a désormais tués au sens figuré. Bientôt, elle pourrait nous tuer au sens littéral.

Prenons la dernière manœuvre du ministère de la Défense.

Après n'avoir pas publié de plan d'investissement pour la défense depuis 2022 (quatre ans de silence), et avoir refusé de publier le plan avant les élections locales car il contient surtout de mauvaises nouvelles, le MOD est passé sans transition à une campagne d'information. Le message ? La Grande-Bretagne doit se préparer à la guerre.

Le chef d'état-major de la Défense – qui, selon Proud, ressemble et sonne comme un directeur adjoint d'Asda – parle solennellement de « résilience en vue d'une éventuelle guerre ». Sky News interviewe un pseudo-universitaire d'un think tank d'Oxford financé par le MOD, qui prévient que la Russie a 95 à 97 % de ses capacités prêtes à attaquer un État membre européen de l'OTAN. Peu importe que la Russie n'ait occupé que 2 % du territoire ukrainien ces deux dernières années. Peu importe l'absence totale de preuve que la Russie envisage d'attaquer un pays de l'OTAN. Peu importe que la guerre en Ukraine ait toujours porté sur l'expansion vers l'est de l'OTAN et le désir de la Russie d'une égalité souveraine, et non sur la conquête du monde.

C'est une opération de formatage.

L'objectif est d'amollir le public en vue d'une forte augmentation des dépenses de défense – ce qui signifiera plus d'impôts et moins de services publics. Proud n'est pas nécessairement contre davantage de dépenses de défense, si l'argent était bien utilisé. Mais cela ne sera pas le cas. L'armée britannique est la plus petite depuis le début de l'enregistrement complet. La marine est aussi petite qu'à la fin de la guerre civile anglaise au XVIIe siècle. Nous ne pouvons même pas produire un plan d'investissement pour la défense parce que le MOD a perdu le contrôle de ses propres achats. Des projets zombies comme les véhicules blindés Ajax et les sous-marins Orca ont tellement de retard qu'ils devront peut-être être abandonnés. D'autres projets coûtent bien plus cher que prévu initialement. Et nous avons trop d'entrepreneurs accrochés au sein immensément gonflé des marchés de la défense, mais pas assez d'argent pour tout payer – surtout pas si le gouvernement veut aussi

réformer le NHS, construire une ligne de chemin de fer qui va au-delà de Birmingham, ou ajouter une piste à Heathrow.

La vérité évidente est que le plan d'investissement pour la défense a déjà été écrit. Il montrera que la plupart de nos projets échouent. Alors, au lieu de le publier avant les élections locales de mai (où les travaillistes se dirigent déjà vers une « dégelée sérieuse »), le gouvernement invente une grande idée : se préparer à une guerre contre un ennemi qui ne veut pas nous attaquer, avec du matériel que nous ne possédons pas, avec de l'argent que nous n'avons pas, tout en infligeant la misère à nos propres citoyens.

Le calcul cynique est que les Britanniques ordinaires, confrontés à un nombre décroissant d'emplois significatifs et à une économie artificiellement maintenue en vie par une guerre par procuration éternelle en Ukraine, seront presque reconnaissants d'enfiler un uniforme militaire. Au moins ils gagneront un salaire – même si ce salaire comporte le risque de mourir, ou pour les femmes le risque d'être caressées par des supérieurs. C'est moralement condamnable. C'est aussi dangereux.

Car il existe une alternative.

Au lieu d'essayer de sauver le monde, guerre après guerre, la Grande-Bretagne pourrait concentrer son énergie nationale à restaurer sa grandeur chez elle. Reconstruisons nos industries. Restaurons nos infrastructures de transport. Rénovons nos hôpitaux, nos écoles et nos universités. Soyons fiers de nos travailleurs. Accueillons les étrangers qui dépensent leur argent ici. Abandonnons les ambitions de grandeur militaire. Jetons les projets zombies de défense. Construisons une marine et une armée suffisamment grandes pour protéger nos côtes – rien de plus. Réinvestissons dans la diplomatie. Retirons-nous de la tentative de jouer le rôle de titan de la politique étrangère, que nous ne sommes plus et que nous n'avons plus été depuis très longtemps.

Nous devons reconstruire une culture diplomatique où nous essayons de comprendre les autres pays non pas comme une puissance néo-impériale, mais comme des partenaires égaux. Visez la coexistence pacifique, pas la confrontation. La Grande-Bretagne est une île – une petite île, même si elle est grande. Pourtant, nos dirigeants nous ont réduits à un état misérable.

Le défi de restaurer notre statut d'État-nation est énorme. Le travail doit commencer aujourd'hui – non pas par la peur, mais par le travail acharné et une concentration

impitoyable sur les besoins des gens ordinaires qui travaillent. Ils ont été ignorés et pris de haut par le courant dominant depuis trop longtemps.

Keir Starmer n'est pas la personne pour mener cette lutte. En fait, il ne semble y avoir aujourd'hui en Grande-Bretagne aucun dirigeant politique sérieux capable de le faire. C'est peut-être l'accusation la plus accablante de toutes.